



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
5 juillet 2018  
Français  
Original : anglais

**Deuxième session ordinaire de 2018**  
4-7 septembre 2018, New York  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire  
**Dialogue structuré sur le financement**

**État des engagements de financement au titre des  
ressources ordinaires du Programme des Nations Unies  
pour le développement et de ses fonds et programmes  
associés pour 2018 et au-delà**

*Résumé*

Le présent rapport porte sur l'état des engagements de financement au titre des ressources ordinaires et des autres ressources du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) pour 2018 et au-delà, et contient un récapitulatif des contributions reçues en 2017 au titre de ces deux types de ressources.

En 2017, le montant total des contributions au PNUD a augmenté de 1 %, pour s'établir à 4,915 milliards de dollars, contre 4,866 milliards en 2016. Les contributions aux ressources ordinaires ont cependant diminué de 1 %, s'élevant à 612 millions de dollars, contre 618 millions de dollars en 2016. Cinquante-quatre partenaires ont contribué aux ressources ordinaires en 2017, soit un de plus qu'en 2016 ; un partenaire du secteur privé a contribué pour la première fois. Le montant des contributions versées au titre des autres ressources a augmenté de 1 %, passant de 4,248 milliards de dollars en 2016 à 4,303 milliards en 2017. Les ressources ordinaires ont constitué 12 % des ressources totales, contre 88 % pour les autres ressources, alors qu'elles s'établissaient à 13 % en 2016..

Comme indiqué dans le plan de ressources intégré pour la période 2018-2021, les ressources ordinaires de 2018 devraient atteindre 630 millions de dollars, soit une augmentation de 18 millions de dollars par rapport à 2017. Les ressources ordinaires permettent au PNUD de fournir des réponses intégrées à ceux qui en ont le plus besoin, de veiller à l'efficacité des activités de développement à l'échelle mondiale, de faire des choix et des investissements stratégiques et d'assurer la stabilité de l'organisation. En juin 2018, le PNUD avait reçu 199 millions de dollars, soit 32 % des ressources ordinaires attendues pour 2018.



En 2017, le montant des contributions nettes au financement du FENU s'est élevé à 57 millions de dollars, contre 52 millions en 2016.

Les opérations des VNU ont coûté 195 millions de dollars, dont 8,8 millions financés par les ressources ordinaires du PNUD.

*Éléments de décision*

- a) Prendre acte des documents [DP/2018/19](#), [DP/2018/19/Add.1](#) et [DP/2018/20](#) ;
- b) Prendre note de l'importance des ressources ordinaires, qui demeurent le fondement de l'appui apporté par le PNUD aux pays de programme, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, et aux pays à faible revenu ;
- c) Rappeler combien il importe que le financement soit prévisible et exhorter les États Membres à contribuer en priorité aux ressources ordinaires en 2018 et à formuler des annonces de contributions pluriannuels, étant entendu que de nouvelles réductions des ressources ordinaires compromettraient la capacité du PNUD d'atteindre les résultats stratégiques prévus ;
- d) Rappeler sa décision [2013/30](#) et demander à tous les pays de programme de respecter leurs obligations en ce qui concerne les contributions des gouvernements aux dépenses locales des bureaux extérieurs ;
- e) Prier instamment les États Membres de poursuivre, dans le cadre des dialogues structurés sur le financement, leur discussion avec le PNUD sur le passage de ressources fortement préaffectées à des ressources ordinaires ou à d'autres ressources pouvant être affectées avec souplesse ;
- f) Prendre note de l'importance des ressources ordinaires pour le FENU, qui lui permettent de prêter appui aux pays les moins avancés, de stimuler l'innovation et de bénéficier d'une certaine souplesse en matière d'investissement, ainsi que pour les activités de promotion de la paix et du développement par le volontariat menées dans le cadre du programme des VNU, ces deux dispositifs administrés par le PNUD étant de précieux atouts à l'échelle du système des Nations Unies.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Tendances générales des ressources et informations actualisées sur les résultats de 2017	4
A. Contributions globales au PNUD . . . . .	4
B. Contributions aux ressources ordinaires du PNUD . . . . .	6
C. Contributions aux autres ressources du PNUD . . . . .	9
III. Aperçu pour 2018 et prévisibilité. . . . .	12
IV. Ressources autres que les ressources de base: passer de contributions fortement préaffectées à des contributions moins restrictives. . . . .	14
V. Diversification des partenariats . . . . .	15
VI. Fonds d'équipement des Nations Unies et programme des Volontaires des Nations Unies	18
VII. Conclusion . . . . .	20

## I. Introduction

1. Le présent rapport donne un aperçu de l'évolution du financement de 2014 à 2017, de l'état des contributions reçues en 2017, ainsi que de l'état d'avancement des engagements de financement au titre des ressources ordinaires pour 2018 et au-delà<sup>1</sup>. Il présente également les activités menées actuellement par le PNUD pour augmenter le niveau des ressources ordinaires, faire en sorte que les contributions au titre des autres ressources soit moins restrictives et élargir la base des donateurs.

2. Dans sa décision 2017/20, le Conseil d'administration a souligné que les ressources ordinaires, en raison de leur caractère non lié, constituaient l'assise du PNUD et étaient essentielles au maintien du caractère multilatéral, neutre et universel de son mandat. Il a réaffirmé que le PNUD devait s'efforcer de corriger le déséquilibre entre les ressources de base ou ordinaires et les autres ressources, et l'a encouragé à jouer un rôle plus proactif en engageant des dialogues sur le financement stratégique avec les États Membres et d'autres partenaires de financement en vue de diversifier les sources de financement, en particulier les ressources de base, conformément à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale.

3. Le rapport contient également des informations sur l'état du financement du FENU et du programme des VNU.

## II. Tendances générales des ressources et informations actualisées sur les résultats de 2017

### A. Contributions globales au PNUD

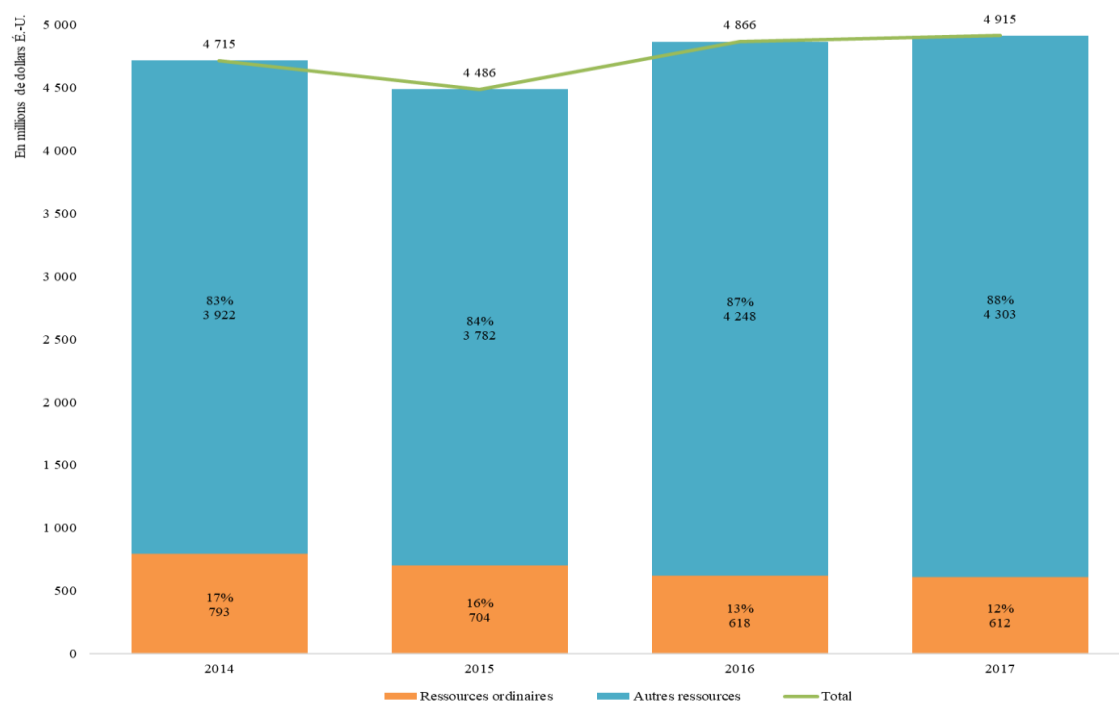
4. En 2017, le montant total des contributions s'est élevé à 4,915 milliards de dollars, contre 4,886 milliards de dollars en 2016, ce qui représente une hausse de 1 %. Les ressources ordinaires ont constitué 12 % des ressources totales, contre 88 % pour les autres ressources, alors qu'elles s'établissaient à 13 % en 2016.

5. Entre 2014 et 2017, le montant total des contributions a augmenté de 4 %, passant de 4,715 à 4,915 milliards de dollars, comme le montre la figure 1.

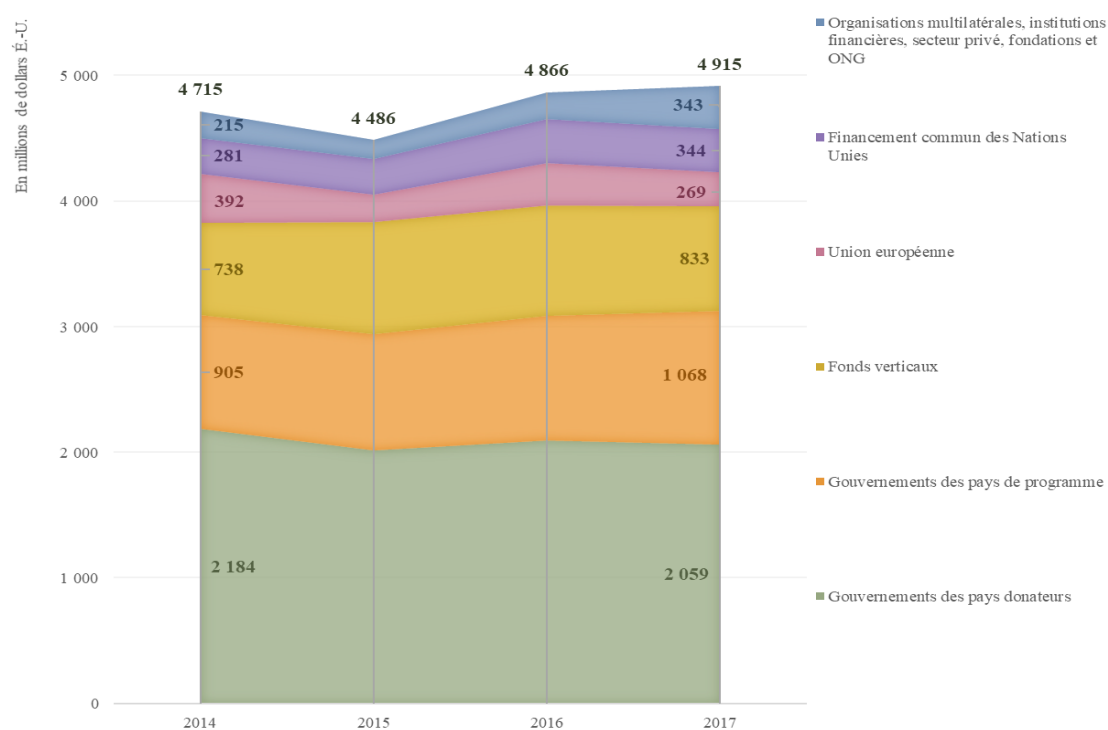
6. Au cours de la même période, la part de chaque type de ressources et des différentes sources de financement dans le total a évolué. Sur le montant total des contributions reçues en 2017, 42 % provenaient de gouvernements de pays donateurs (contre 46 % en 2014); 22 % de gouvernements de pays de programme (contre 19 % en 2014); 17 % de fonds verticaux (contre 16 % en 2014); 7 % de fonds de financement commun des Nations Unies (contre 6 % en 2014); 5 % de l'Union européenne (contre 8 % en 2014); 7 % du secteur privé, de fondations, d'institutions financières, d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations multilatérales (contre 5 % en 2014). La figure 2 ci-dessous montre l'évolution générale des ressources par source de financement.

<sup>1</sup> En application de la décision 98/23 du Conseil d'administration.

**Figure I**  
**Contributions par type de ressources, 2014-2017**



**Figure II**  
**Contributions par type de partenaires, 2014-2017**



*Abréviations* : ONG = organisation non gouvernementale.

## B. Contributions aux ressources ordinaires du PNUD

7. Le Conseil d'administration a souligné dans de très nombreuses décisions<sup>2</sup> combien il importait d'assurer au PNUD des ressources ordinaires, car elles formaient le socle de l'organisation et constituaient un pilier de l'appui fourni pour répondre aux besoins de tous les pays de programme, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables. La capacité du PNUD d'aider les pays à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'exécuter son plan stratégique dépend de contributions suffisantes et non restrictives aux ressources ordinaires et aux autres ressources et d'une base de financement diversifiée.

8. Les ressources ordinaires permettent au PNUD d'appuyer les priorités nationales de façon stratégique et prévisible. La souplesse avec laquelle les ressources ordinaires peuvent être utilisées permet au Programme de les allouer en priorité aux pays à faible revenu et aux pays les moins avancés; de répondre de manière opportune et efficace aux situations de crise; de fournir un appui programmatique pour aider les gouvernements à résoudre leurs problèmes de développement; de promouvoir l'égalité femmes-hommes ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles; d'investir dans des systèmes garantissant l'application du principe de responsabilité, la transparence et la qualité; de mobiliser des fonds supplémentaires aux fins du développement. Pour chaque dollar reçu au titre des ressources ordinaires pendant la période 2014-2017, les bureaux de pays du PNUD ont mobilisé 7 dollars au titre des autres ressources dans les pays à faible revenu et 32 dans les pays à revenu intermédiaire.

9. Depuis 2014, les contributions au titre des ressources ordinaires ont diminué de 23 %, soit de 181 millions de dollars. Entre 2016 et 2017, le montant des contributions est resté relativement stable, passant de 618 à 612 millions de dollars, soit une baisse de 1 %.

10. En 2017, le PNUD a reçu des contributions au titre des ressources ordinaires de 53 États Membres, d'un donateur privé et de particuliers, par l'intermédiaire du programme « Digital Good ». Le PNUD se félicite du fait que les Gouvernements de la Suède, du Japon, de la République de Corée, de l'Estonie et du Pakistan (par ordre d'importance) aient augmenté leur contribution en 2017<sup>3</sup>.

11. En 2017, les contributions des 10 principaux donateurs aux ressources ordinaires s'élevaient à 527 millions de dollars, soit 86 % du total. Ces donateurs sont, par ordre d'importance, les gouvernements des pays suivants : États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Japon, Norvège, Suisse, Canada, Pays-Bas, Allemagne et Danemark. La même année, l'Inde, la Chine, la Turquie, l'Arabie saoudite et la Fédération de Russie ont continué de verser des contributions de plus de 1 million de dollars chacune au titre des ressources ordinaires.

12. Dans de nombreuses décisions, le Conseil d'administration a reconnu qu'un nombre limité d'États Membres contribuaient au titre des ressources ordinaires et demandé au PNUD de continuer à réfléchir à des mesures incitatives et à des mécanismes dans l'optique d'élargir la base des donateurs, et d'aider ces derniers à augmenter leurs contributions au titre des ressources ordinaires. La figure 3 présente les 25 principaux contributeurs aux ressources ordinaires pour la période 2014-2017,

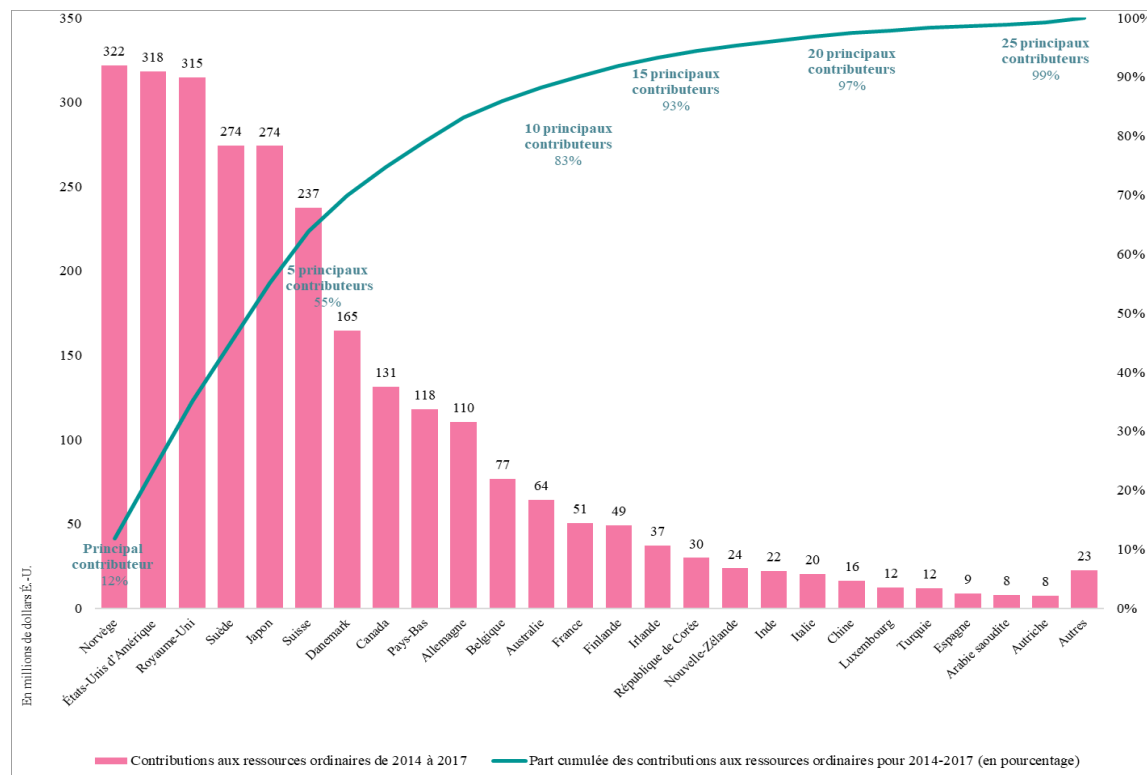
<sup>2</sup> Décisions 98/23, 99/1 et 23, réaffirmées dans ses décisions 2002/9, 2002/18, 2003/24, 2004/14, 2005/20, 2006/24, 2007/17, 2008/16, 2009/10, 2010/14, 2011/15, 2012/10, 2013/13, 2014/24, 2015/16, 2016/16 et 2017/20.

<sup>3</sup> Les contributions supplémentaires de l'Inde reçues et enregistrées en 2017 étaient prévues pour 2016.

les 5 premiers représentant 55 % du total des ressources ordinaires et les 15 premiers 93 %.

Figure 3

### Les 25 principaux contributeurs aux ressources ordinaires, 2014-2017



13. Dans sa décision 2017/20, le Conseil d'administration a prié le PNUD de poursuivre le dialogue avec les pays de programme afin qu'ils s'acquittent de leurs contributions aux dépenses locales des bureaux extérieurs. Les contributions en espèces des gouvernements aux dépenses locales des bureaux extérieurs ont diminué de 32 % pour s'établir à 19 millions de dollars (2016 : 28 millions), les 10 plus grands contributeurs étant par ordre d'importance les Gouvernements des pays suivants : Sri Lanka, Liban, Philippines, Bosnie-Herzégovine, Fidji, Angola, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Algérie et Serbie. Les contributions aux dépenses locales des bureaux extérieurs des pays de programme contributeurs nets ont augmenté de 33 %, pour atteindre 12 millions de dollars (2016 : 9 millions), et celles des pays de programme à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont augmenté de 50 %, pour s'établir à 9 millions de dollars (2016 : 6 millions). Le montant total des contributions en nature versées par les gouvernements s'est élevé à 16 millions de dollars (2016 : 19 millions).

14. Si le PNUD s'est attaché à faire face à ces réductions des ressources ordinaires en prenant de strictes mesures d'efficacité et d'économie, la situation des ressources ordinaires demeure sensible aux réductions de volume et aux fluctuations des taux de change. Le PNUD continue de s'adapter aux aléas du financement, bien que la réduction des ressources ordinaires compromette sa capacité d'obtenir les résultats prévus, de veiller à l'efficacité des activités de développement à l'échelle mondiale et de faire des choix et des investissements stratégiques.

### **Pourquoi les ressources ordinaires sont-elles importantes ?**

Les ressources ordinaires permettent de financer les caractéristiques essentielles qui définissent le PNUD : un réseau mondial ouvert à tous ; un engagement en faveur des plus pauvres et des personnes en situation de crise ; un rôle de chef de file chargé d'ancrer l'approche intégrée multipartite du nouveau système des Nations Unies pour le développement.

Toutes les activités du PNUD, qu'il s'agisse de contribuer à la réalisation du Programme 2030 ou d'exécuter le plan stratégique, s'appuient sur les bases solides et durables que constituent les ressources ordinaires. Celles-ci permettent au PNUD de rester une instance multilatérale et universelle, accessible à tous les pays remplissant les conditions requises qui demandent un appui pour atteindre leurs priorités nationales.

### **Soixante-cinq pour cent des ressources ordinaires sont consacrés à des programmes**

- *Donner la priorité aux plus pauvres.* Entre 85 et 91 % de ces ressources ordinaires sont destinées aux pays à faible revenu et au moins 60 % aux pays les moins avancés.
- *Intervenir en cas de crise.* Ces ressources permettent au PNUD de répondre rapidement aux besoins de développement des pays touchés par un conflit ou une crise, en fournissant des conseils pratiques, une expertise technique et des fonds autorisant le lancement de programmes.
- *Collaborer avec d'autres institutions afin d'atteindre les objectifs de développement durable.* Ces ressources constituent des fonds d'amorçage qui permettent de mettre au point des solutions de développement interinstitutions ou pluripartenaires qui dépassent la compétence du PNUD afin de maximiser les effets sur le terrain et de fournir un meilleur retour sur investissement aux contributeurs au titre des ressources ordinaires.
- *Fournir des moyens communs au système des Nations Unies.* Ces ressources permettent d'administrer le FENU, le programme des VNU et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.
- *Mobiliser des fonds en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable.* Ces ressources financent de nouveaux services et produits et permettent ainsi de débloquer une partie des milliards de dollars nécessaires pour atteindre les objectifs d'ici à 2030.

### **Trente-cinq pour cent sont consacrés à l'efficacité institutionnelle**

- *Efficacité du développement.* L'assurance de la qualité, une direction éclairée et une volonté d'innover permettent au PNUD de mettre à l'essai, de reproduire et de développer des approches nouvelles, de mesurer leurs effets et de changer de cap si nécessaire.
- *Contrôle indépendant.* Les activités d'audit, de suivi et d'évaluation ainsi que les mesures de contrôle déontologique, de transparence et d'application du principe de responsabilité garantissent la qualité et l'intégrité des travaux du PNUD et contribuent à tirer le maximum de chaque dollar versé au titre des contributions.



## C. Contributions aux autres ressources du PNUD

15. Les autres ressources, qui sont préaffectées à des activités thématiques, programmes et projets spécifiques, représentent un complément essentiel à la base de ressources ordinaires. En 2017, le total des contributions aux autres ressources provenant du partage des coûts, des fonds d'affectation spéciale, des services d'appui remboursables et d'activités diverses s'est élevé à 4,303 milliards de dollars (soit 1 % de plus que le montant de 4,248 milliards de dollars reçu en 2016). Sur ce montant, 1,464 milliard de dollars ont été fournis par des gouvernements de pays donateurs (soit une baisse de 2 % par rapport à 2016), 1,051 milliard de dollars par des gouvernements de pays de programme (soit une hausse de 7 % par rapport à 2016), et 1,788 milliard de dollars par des partenaires multilatéraux (soit une hausse de 1 % par rapport à 2016). Le tableau 1 ci-dessous présente ces chiffres en détails.

Tableau 1

### Contributions au titre des autres ressources par type de partenaire, 2016-2017

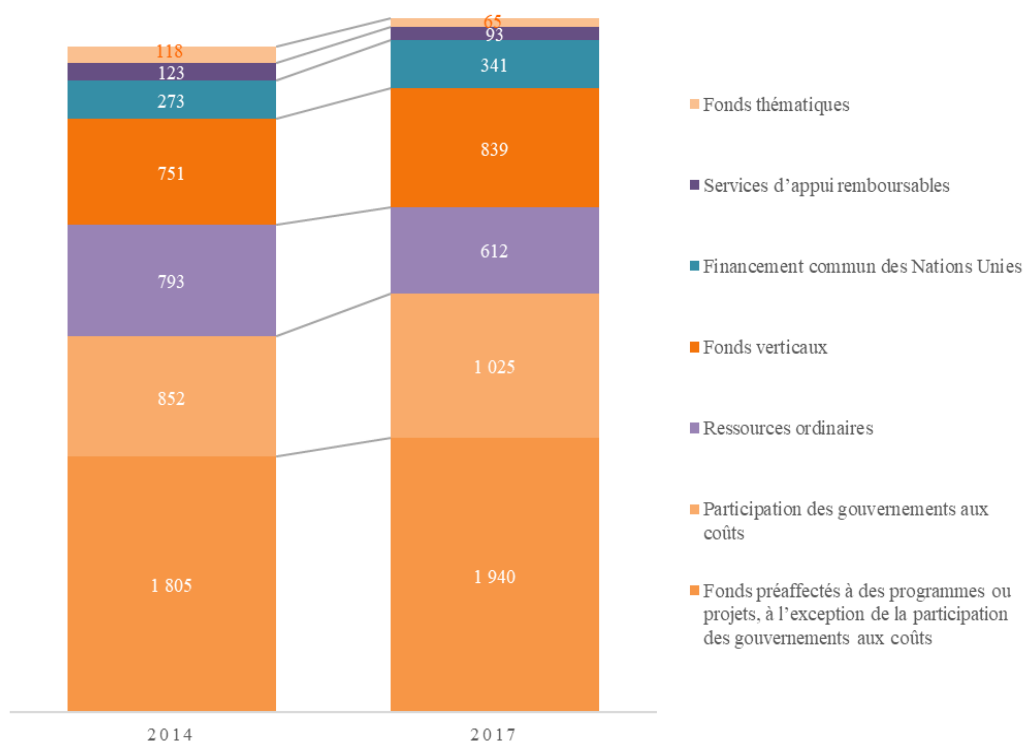
(En millions de dollars des États-Unis)

Année	Gouvernement de pays donateurs				Gouvernement de pays de programme				Partenaires multilatéraux				Total
	Partage des coûts	Fonds d'affectation spéciale	SAR	Total partiel	Partage des coûts	Fonds d'affectation spéciale	SAR	Total partiel	Partage des coûts	Fonds d'affectation spéciale	SAR	Total partiel	
2017	1 096	320	48	1 464	1 038	9	4	1 051	1 251	496	41	1 788	<b>4 303</b>
2016	982	470	37	1 489	964	4	13	981	1 245	499	34	1 778	<b>4 248</b>
<b>Variation en dollars</b>				<b>-25</b>				<b>70</b>				<b>10</b>	<b>55</b>
<b>Variation en pourcentage</b>				<b>-2</b>				<b>7</b>				<b>1</b>	<b>1</b>

*Abréviation* : SAR = services d'appui remboursables et activités diverses.

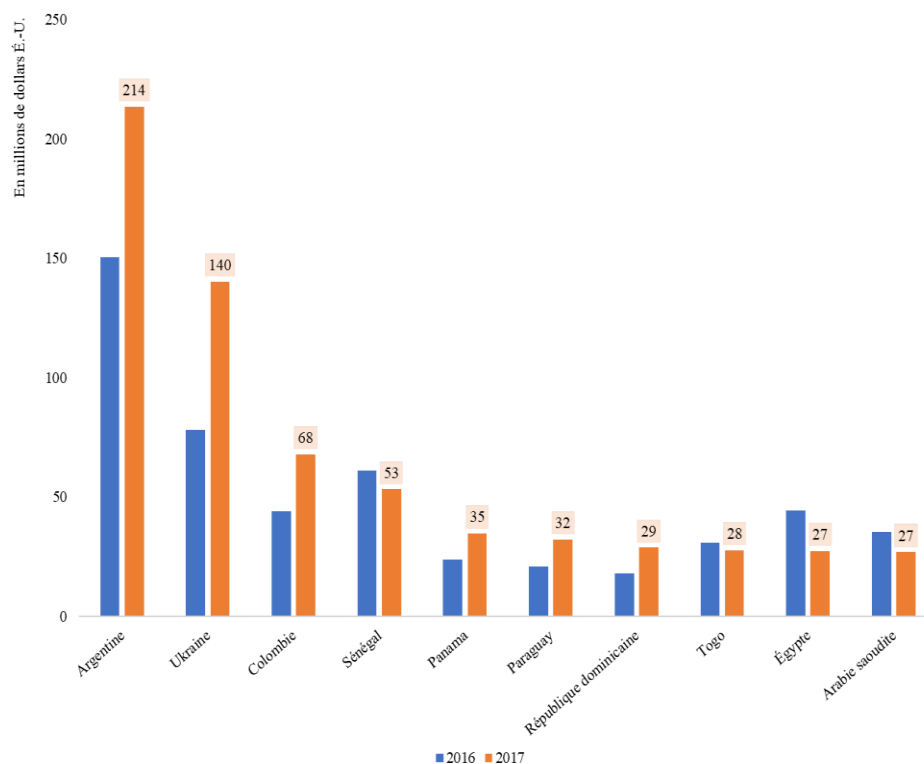
16. Bien que l'augmentation du montant des autres ressources ait permis au PNUD d'exécuter davantage de projets de développement pour ses partenaires, elle a aggravé le déséquilibre entre les ressources ordinaires et les autres ressources, la part du financement pouvant être utilisé de façon souple ayant continué de diminuer. Par exemple, entre 2014 et 2017, alors que les fonds préaffectés versés ont augmenté pour la plupart des circuits de financement, en particulier les fonds de financement commun des Nations Unies (+ 25 %) et la participation des gouvernements aux coûts (+ 20 %), les ressources ordinaires et les fonds thématiques ont respectivement diminué de 23 % et de 45 %, comme indiqué à la figure 4 ci-dessous.

Figure 4  
**Montant des contributions par circuit de financement, 2014 et 2017**  
 (En millions de dollars des États-Unis)



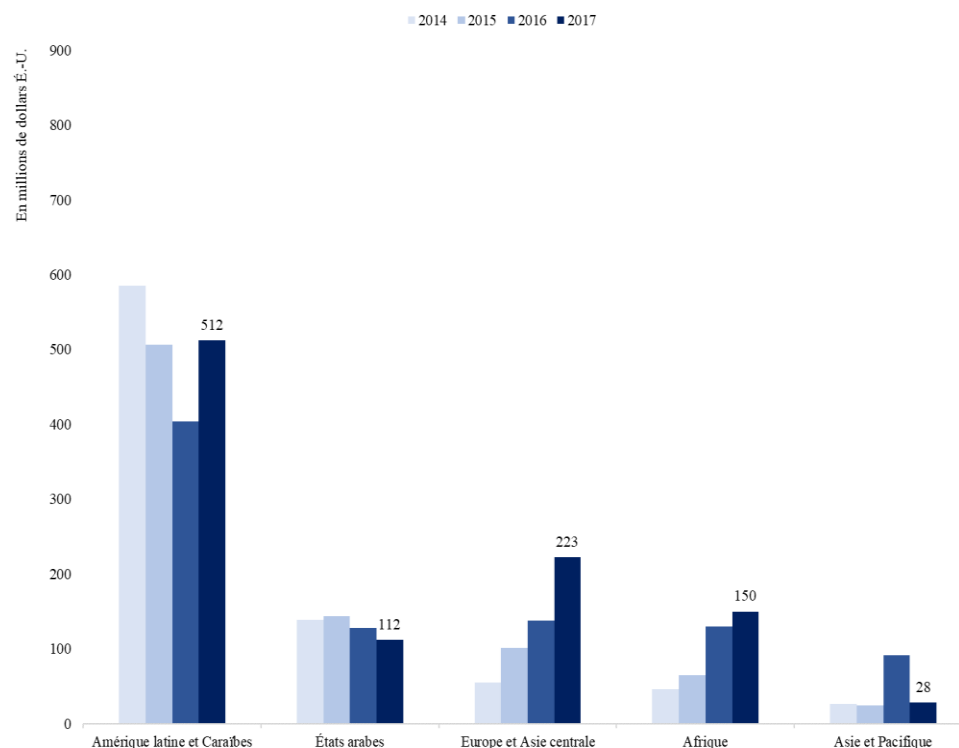
17. Dans sa décision 2016/16, le Conseil d'administration a reconnu que la participation des gouvernements aux coûts constituait un mécanisme de financement volontaire qui renforçait la prise en main du programme par les pays tout en contribuant à la réalisation des programmes. En 2017, sur le montant total de 1,051 milliard de dollars de contributions aux autres ressources émanant des gouvernements des pays de programme, un montant de 1,025 milliard de dollars a été affecté à des programmes ou des projets mis en place dans le pays du gouvernement donateur (soit une augmentation de 15 % par rapport aux 892 millions de 2016). La figure 5 présente les 10 gouvernements ayant le plus participé aux coûts des projets exécutés dans leur propre pays en 2017. Si la participation des États Membres d'Amérique latine et des Caraïbes a représenté à 56 % du total, les États Membres des autres régions (comme l'Ukraine, le Koweït, le Zimbabwe et la Zambie, par ordre d'importance) ont aussi augmenté leurs contributions.

Figure 5  
**Les 10 gouvernements ayant le plus contribué aux coûts des projets, 2017**



18. La figure 6 ci-dessous montre une tendance à la hausse des contributions au titre de la participation aux coûts des gouvernements d'Europe, de la Communauté d'États indépendants et d'Afrique, et une tendance à la baisse dans le cas des États arabes. En 2017, la participation aux coûts des gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté de 27 % pour s'établir à 512 millions de dollars (contre 404 millions en 2016); la participation des pays d'Europe et de la CEI a augmenté de 61 %, à 223 millions de dollars (contre 138 millions en 2016) ; celle des pays d'Afrique s'est accrue de 16 % pour atteindre 150 millions de dollars (contre 130 millions en 2016); celle des États arabes a baissé de 13 % pour s'établir à 112 millions de dollars (contre 128 millions en 2016); celle des pays de la région de l'Asie et du Pacifique a chuté de 69 % pour atteindre 28 millions de dollars (contre 92 millions en 2016).

Figure 6  
Participation des gouvernements aux coûts des projets, par région, 2014-2017



### III. Aperçu pour 2018 et prévisibilité

19. L'Assemblée générale, dans sa résolution [71/243](#) sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, et le Conseil d'administration, dans ses décisions, ont continué d'engager les donateurs à maintenir et à augmenter sensiblement leurs contributions volontaires aux ressources ordinaires, ainsi qu'à verser des contributions sur une base pluriannuelle, en temps voulu et de manière durable et prévisible, au système des Nations Unies pour le développement, en particulier les fonds, programmes et institutions spécialisées. Dans sa résolution [72/279](#) sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, l'Assemblée générale a pris note des propositions du Secrétaire général tendant à porter les ressources ordinaires à au moins 30 % du financement total au cours des cinq prochaines années.

20. Comme indiqué dans le plan de ressources intégré pour la période 2018-2021, les contributions aux ressources ordinaires devraient atteindre environ 630 millions de dollars en 2018, soit 3 % de plus que les 612 millions de dollars reçus en 2017, et s'établir à 700 millions de dollars d'ici à 2021. En juin 2018, 38 États Membres avaient communiqué le montant de leur engagement pour l'année et 23 avaient versé au total 205 millions de dollars, correspondant à tout ou partie du montant annoncé, comme indiqué dans l'additif statistique. Le PNUD a salué l'augmentation des contributions versées par la Norvège et la Suède en 2018.

21. Le PNUD est déterminé à enrayer la baisse des ressources ordinaires avec l'appui continu de ses partenaires actuels et de nouveaux donateurs, concentrant ses efforts de mobilisation de ressources sur : l'articulation de réponses intégrées aux questions de développement au moyen de structures d'appui aux pays et d'appui

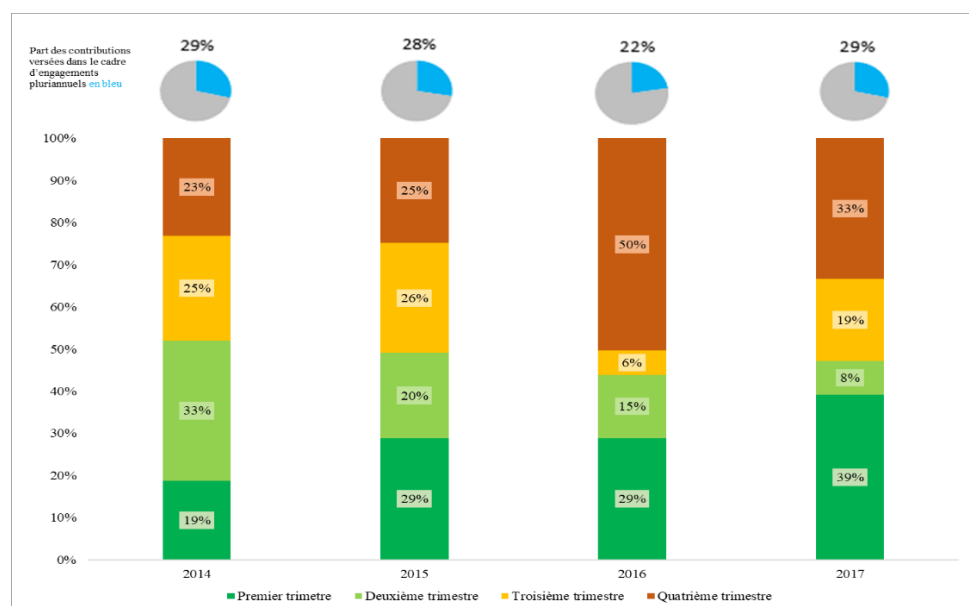
mondial ; l'amélioration de la visibilité des contributions qu'apportent les États Membres au titre des ressources ordinaires; la tenue d'échanges de haut niveau et de dialogues sur le financement stratégique avec les États Membres; sa mission de coordination s'agissant d'aider les pays à mettre en œuvre le Programme 2030.

22. Dans plusieurs décisions, le Conseil d'administration a souligné l'importance de la prévisibilité du financement et du versement rapide des fonds en vue d'assurer une programmation efficace et d'éviter tout problème de liquidités concernant les ressources ordinaires. Toutefois, seul un nombre limité d'États Membres partagent leurs calendriers de versements à l'avance. Comme le montre la figure 7 ci-dessous, en 2016 et en 2017, respectivement 50 % et 33 % du montant total des contributions ont été reçus au dernier trimestre, et moins de 50 % l'ont été au premier semestre. Depuis 2014, les contributions annuelles versées dans le cadre d'engagements pluriannuels ont représenté moins de 30 % du total.

Figure 7

**Contributions au titre des ressources ordinaires par trimestre et part des contributions pluriannuelles annoncées, 2014-2017**

(En millions de dollars des États-Unis)



23. Le PNUD prend note avec satisfaction des efforts faits par les États Membres qui ont versé leurs contributions rapidement et dans leur intégralité, communiqué leurs échéanciers de paiement, fait des annonces de contributions pluriannuelles, repris leurs contributions ou versé des contributions au titre des ressources ordinaires pour la première fois. Ceux qui ne l'ont pas encore fait sont encouragés à communiquer leurs échéanciers au PNUD et à s'y conformer. La prévisibilité est essentielle pour permettre au PNUD de planifier de manière stratégique la manière dont utiliser efficacement les ressources qui lui sont confiées.

24. Le PNUD se félicite des engagements pluriannuels nouveaux et existants pris par les partenaires énumérés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2  
**Engagements pluriannuels au titre des ressources ordinaires**

---

Australie (2016-2019)

Belgique (2017-2020)

Canada (2016-2018)

Danemark (2017-2020)

Nouvelle-Zélande (2016-2018)

Suisse (2018-2019)

---

25. En ce qui concerne les autres ressources, en juin 2018, le PNUD avait reçu 1,884 milliard de dollars, dont des contributions des fonds verticaux et des fonds de financement commun des Nations Unies. D'ici à la fin de 2018, il s'attend à percevoir près de 800 millions de dollars de la part du Fonds mondial pour l'environnement, du Fonds vert pour le climat, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal. En 2017, le montant total des contributions provenant des fonds verticaux s'est élevé à 833 millions de dollars.

#### **IV. Ressources autres que les ressources de base: passer de contributions fortement préaffectées à des contributions moins restrictives**

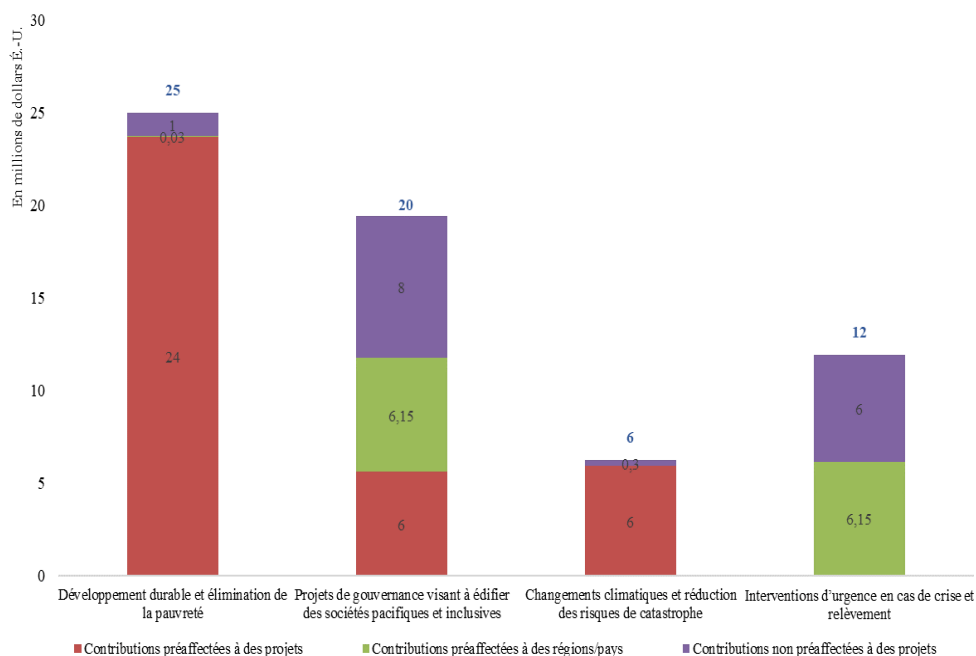
26. Dans sa résolution [71/243](#), l'Assemblée générale a engagé les États Membres et les autres donateurs qui versent des contributions aux ressources autres que les ressources de base à rendre ces contributions plus souples et à les aligner sur le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ainsi que sur les plans stratégiques des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies.

27. Les guichets de financement, établis en 2016, ont été conçus pour encourager un financement moins restrictif, plus intégré et plus souple en allouant des ressources aux besoins urgents ou nouveaux aux échelles nationale, régionale et mondiale, et pour appuyer les efforts déployés au niveau des pays pour réaliser les objectifs de développement durable.

28. En 2017, les contributions totales aux guichets de financement ont augmenté de 70 % pour atteindre 63 millions de dollars (contre 37 millions en 2016) : 6 millions de dollars ont été consacrés aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophe, 20 millions à des projets de gouvernance visant à édifier des sociétés pacifiques et inclusives ; 12 millions aux interventions d'urgence en cas de crise et au relèvement ; 25 millions au développement durable et à l'élimination de la pauvreté. Le PNUD remercie les partenaires qui ont versé des contributions à ce titre en 2017, à savoir, par ordre d'importance, l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, la Suède, la République de Corée, le Luxembourg, la Suisse et le Portugal.

29. Alors que les contributions aux guichets de financement ont augmenté en 2017, la figure 8 ci-dessous montre que la part du montant total des contributions non restrictives s'est établie à 24 %, tandis que 56 % des ressources étaient préaffectées à des projets mondiaux et les 20 % restants à des régions ou pays.

Figure 8  
Contributions aux guichets de financement par degré de préaffectation, 2017



30. En juin 2018, 31 millions de dollars avaient été versés dans le cadre des engagements de contributions aux guichets de financement, dont 19 millions de dollars du Danemark, de la République de Corée et de la République slovaque, par ordre d'importance.

31. Depuis le lancement de ces guichets en 2016, le PNUD n'a pas réussi à atteindre le niveau de financement obtenu auparavant par ses fonds d'affectation spéciale thématiques, comme le montre le total pour 2014 à la figure 4. Le PNUD collabore avec les États Membres afin d'adapter le mécanisme des guichets de financement en vue de l'aligner sur le plan stratégique pour la période 2018-2021, de mettre en place des mesures d'incitation visant à encourager le versement de contributions à des niveaux semblables à ceux des années précédentes et de passer à un financement moins restrictif et plus souple.

## V. Diversification des partenariats

32. Dans sa décision 2017/20, le Conseil d'administration a encouragé le PNUD à jouer un rôle plus proactif en engageant des dialogues sur le financement stratégique avec les États Membres et d'autres partenaires de financement, dans le plein respect de la résolution 70/224 de l'Assemblée générale sur les partenariats mondiaux, en vue de diversifier les sources de financement potentielles.

33. En 2017, le PNUD a reçu 74 millions de dollars de partenaires privés, de fondations et d'organisations non gouvernementales (soit une augmentation de 46 % par rapport à 2016), dont une contribution de un million de dollars au titre des ressources ordinaires du plus grand système de partage de vélos au monde. Au-delà des contributions financières, le PNUD continue à collaborer avec le secteur privé sur des partenariats novateurs aux niveaux national, régional et mondial, en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

34. Le PNUD s'attache à renforcer son partenariat de longue date avec la Fondation Ikea en Inde, collaborant avec des partenaires locaux pour offrir des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat à un million de femmes. Doté d'un budget total de 12 millions de dollars, ce partenariat novateur sert de tremplin pour fournir aux femmes des compétences et un emploi afin de les autonomiser, de les rendre financièrement indépendantes et d'améliorer le statut socioéconomique de leur famille. L'initiative rassemble divers partenaires, notamment les pouvoirs publics, des entreprises, des établissements de formation, et des membres de la société civile, à des étapes cruciales de la chaîne logistique, permettant aux femmes d'obtenir un emploi ou de créer leur propre entreprise.

35. Pour aider à mobiliser des fonds privés au service de la réalisation des objectifs de développement durable, le PNUD a noué un partenariat avec la plateforme d'investissements à impact Trine afin de promouvoir des solutions énergétiques abordables et durables dans les zones rurales de l'Afrique subsaharienne en renforçant l'investissement privé dans des projets d'accès à l'énergie porteurs d'importants changements. Initialement concentrée sur le Kenya, puis élargie au Nigéria, au Rwanda, à la Tanzanie et à la Zambie, l'initiative devrait permettre débloquent des investissements d'un montant de six millions d'euros dans l'énergie solaire hors réseau d'ici la fin de 2018, grâce à quoi 300 000 personnes pourront accéder à une énergie propre et abordable tout en réduisant les émissions de dioxyde de carbone d'environ 84 000 tonnes. Le PNUD évalue et contrôle les effets des projets à l'aide de son outil mesurant l'incidence de l'action climatique, qui permet aux investisseurs de quantifier et de surveiller les conséquences sociales et environnementales de leurs investissements et de prendre des décisions en connaissance de cause.

36. En 2017, le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies se sont associés à Microsoft afin de créer des emplois pour les communautés touchées par la crise syrienne. Le PNUD a aussi collaboré avec IBM dans le cadre du programme « IBM Digital – Nation Africa » qui fournit une plateforme d'apprentissage basée sur le nuage, sur laquelle sont proposés gratuitement des programmes de formation professionnelle à près de 25 millions de jeunes africains sur cinq ans, ce qui renforce les compétences numériques et favorise l'innovation en Afrique. Le PNUD a également établi un partenariat avec la GSMA Mobile for Development Foundation, qui vise à exploiter le pouvoir de la technologie mobile afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

37. Le PNUD a aidé les pays à mobiliser des investissements considérables en faveur des objectifs de développement durable, y compris auprès du secteur privé. S'appuyant sur son expérience et ses meilleures pratiques, il a collaboré avec des partenaires tels que le FENU en vue de mobiliser des capitaux privés devant financer la réalisation des objectifs.

38. Le PNUD a renforcé sa collaboration avec des institutions financières internationales afin de promouvoir la coopération et d'aider les gouvernements qui cherchent d'autres sources de financement novatrices. Après le lancement de plans d'action avec le Groupe de la Banque islamique de développement et la Banque européenne d'investissement en 2016, de nouveaux plans d'action ont été mis en œuvre en 2017 avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe, la Société andine de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et une déclaration d'action conjointe a été convenue avec la Banque chinoise de développement.

39. Ces plans d'action ont favorisé la collaboration au niveau des pays. Par exemple, en Arménie, un partenariat entre le PNUD et la Banque européenne d'investissement recevant l'appui financier du Fonds vert pour le climat aide à créer des conditions de marché favorables et un modèle d'activité modulable pour les investissements dans



les travaux de modernisation axés sur l'efficacité énergétique, ce qui devrait entraîner d'importantes économies d'énergie, une réduction des émissions de gaz à effet de serre et la création d'emplois verts. Le projet profitera directement à plus de 200 000 personnes et mobilisera des investissements publics et privés d'une centaine de millions de dollars. En Amérique latine, le PNUD et la Société andine de développement ont lancé un projet régional devant favoriser en Argentine, en Équateur et au Pérou des politiques et des programmes nationaux de lutte contre la violence sexiste.

40. Le PNUD s'emploie également à intensifier sa collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, de mobiliser des fonds aux fins de l'action climatique et de prévenir les crises et d'y répondre. Au Yémen, par exemple, le PNUD a reçu de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale une subvention de 300 millions de dollars pour un projet de trois ans (2016-2018) visant à fournir des emplois à court terme et à rétablir les services de base.

41. Le PNUD travaille à l'élaboration de plans d'action avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et le Fonds international de développement agricole. Pour faciliter la collaboration opérationnelle au niveau des pays, de nouveaux accords financiers ont été passés avec la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, la Banque mondiale, la Banque de développement des Caraïbes et la Banque interaméricaine de développement.

42. En 2017, les contributions reçues par le PNUD d'institutions financières internationales ont augmenté de 69 %, s'établissant à 284 millions de dollars (contre 168 millions en 2016). Ce total comprend les subventions directes de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement, entre autres, les contributions de la banque de développement allemande KfW (comptabilisées dans les contributions de l'Allemagne au PNUD) ainsi que les contributions indirectes destinées à appuyer l'exécution de prêts au moyen de la participation des gouvernements aux coûts.

43. Le renforcement de la collaboration du PNUD avec les institutions financières internationales aide les gouvernements à mobiliser des fonds auprès d'un plus grand nombre de sources et à accroître ainsi l'efficacité des activités de développement. Ces efforts comprennent notamment la formulation d'une approche institutionnelle sur la façon dont mettre la finance islamique au service des objectifs de développement durable.

44. La composition actuelle du financement du PNUD reste préoccupante, sachant que les ressources ordinaires ne représentent que 12 % du montant total et les autres ressources 88 %. Le PNUD intensifiera le dialogue avec ses partenaires afin d'accroître la part des ressources ordinaires et de mobiliser d'autres ressources, tout en élargissant ses partenariats avec le secteur privé et les institutions financières internationales, de façon à aider les pays de programme à accéder au financement du développement; à conserver sa part du financement vertical et multilatéral; à appuyer le système des Nations Unies pour le développement; à respecter les taux de recouvrement des coûts différenciés approuvés par le Conseil d'administration.

## VI. Fonds d'équipement des Nations Unies et programme des Volontaires des Nations Unies

### Fonds d'équipement des Nations Unies

45. En 2017, le montant net des contributions reçues par le FENU a atteint 57 millions de dollars, contre 52 millions en 2016. La diversification des sources de financement du FENU continue à progresser, le Fonds ayant reçu des contributions de 38 partenaires de développement en 2017 (contre 35 en 2016). En outre, le FENU a reçu 2,7 millions de dollars prélevés sur le budget institutionnel du PNUD et 0,7 million de dollars sur les ressources destinées à l'appui aux programmes du PNUD afin de financer, respectivement, les dépenses de gestion et les dépenses techniques. Ces montants ont été dépensés par le Fonds et comptabilisés par le PNUD.

46. En 2017, les contributions ont inclus un montant de 11,2 millions de dollars provenant de fondations du secteur privé, d'entreprises et d'organisations non gouvernementales, représentant 20 % du total des produits. Les principaux donateurs du FENU, toutes ressources confondues, étaient, par ordre d'importance, la Suède, le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire, la Mastercard Foundation, la Suisse, les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne, la Bill and Melinda Gates Foundation, l'Australie, la Belgique et le Luxembourg.

47. En 2017, les contributions des donateurs aux ressources ordinaires du FENU sont passées à 9,7 millions de dollars (contre 9,4 millions en 2016). Les principaux donateurs du FENU au titre des ressources ordinaires ont été la Suède, la Suisse, l'Australie, le Luxembourg, la Norvège, les États-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Chine et le Liechtenstein. Les Gouvernements bhoutanais, thaïlandais, lao et vietnamien ont également contribué aux ressources ordinaires du FENU.

48. Les ressources ordinaires restent le socle du modèle de fonctionnement du FENU : elles fournissent le capital-risque qui permet d'encourager l'innovation et l'effet de levier, financent les services des experts qui s'efforcent de proposer des solutions financières toujours plus innovantes aux consommateurs les plus isolés et permettent au FENU d'avoir une forte présence dans les pays et, partant, de se poser comme partenaire stratégique des gouvernements et des équipes de pays des Nations Unies en menant une action intégrée, plutôt que fragmentée, au niveau national.

49. Malgré une diversification accrue des donateurs depuis quelques années, le FENU continue à dépendre d'un petit nombre d'entre eux pour ce qui est des ressources ordinaires. Les contributions effectuées à ce titre sont restées en deçà des 25 millions de dollars par an requis pour permettre au FENU d'élargir ses opérations à 40 des 47 pays les moins avancés, ainsi que le prévoit son cadre stratégique pour la période 2018-2021. Ce déficit persistant met les capacités d'innovation du Fonds à rude épreuve. En 2017, le FENU n'était plus présent que dans 29 pays les moins avancés (sur les 40 pays prévus dans le cadre stratégique) et ce nombre risque de chuter davantage.

50. En 2017, les autres ressources ont atteint 47,4 millions de dollars, soit une hausse de 3 % par rapport à 2016. Alors qu'elles s'élevaient à 13 millions de dollars en 2006, ces ressources ont augmenté de façon constante au cours des 10 dernières années et devraient continuer de croître en 2018.

51. Dans le cadre de son mandat et grâce à ses instruments en matière d'investissement, le FENU propose aux consommateurs les plus isolés des solutions de financement reposant sur les principes d'inclusion financière et d'investissements localisés, qui permettent de débloquent des ressources publiques et privées, en particulier au niveau national, le but étant de réduire la pauvreté et de soutenir le

développement économique local. Grâce à l'octroi de subventions et de prêts à conditions préférentielles, à des augmentations de crédits ciblées et à l'instauration de partenariats commerciaux et de partenariats public-privé novateurs, le FENU met des modèles financiers en pratique pour montrer qu'une aide publique au développement stratégiquement orientée peut stimuler la mobilisation de ressources internes aux fins du développement économique local et de l'inclusion financière. Les innovations du FENU, ses méthodes de financement mixte et les solutions de financement qu'il propose aux consommateurs les plus isolés contribuent à l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba, du Programme d'action d'Istanbul, ainsi que de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

### **Programme des Volontaires des Nations Unies**

52. En 2017, quatrième et dernière année de mise en œuvre du cadre stratégique du programme des VNU pour la période 2014-2017, le volume financier total du programme s'est élevé à 194,9 millions de dollars, comprenant des ressources d'un montant de 179,8 millions de dollars consacrées aux programmes, dont des fonds versés par des entités des Nations Unies pour financer le recrutement de volontaires. Cinq pour cent des ressources destinées aux programmes ont été financées par le Fonds bénévole spécial.

53. Les contributions des partenaires sont restées essentielles à l'exécution du mandat du programme des VNU, qui consiste à promouvoir la paix et le développement par le volontariat et le déploiement de Volontaires des Nations Unies. Au cours de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, les États Membres ont accueilli favorablement la proposition du programme des VNU tendant à assouplir le Fonds bénévole spécial afin de permettre au programme d'obtenir de meilleurs résultats en finançant tous les éléments de son cadre stratégique pour la période 2018-2021.

54. Le Fonds bénévole spécial est un fonds d'affectation spéciale à contributions non préaffectées qui s'appuie sur les contributions des États Membres et d'autres partenaires, et permet au programme des VNU de mettre à l'essai et de déployer des solutions fondées sur le volontariat afin de résoudre les problèmes pressants en matière de développement et de paix auxquels le monde fait face. Bien que modeste, le Fonds est d'une importance critique et son assouplissement a permis au programme d'utiliser plus efficacement son budget, dans le droit fil de la réforme de l'ONU et de l'examen quadriennal complet. Le programme continuera d'entretenir des partenariats avec des entités des Nations Unies et de leur fournir des solutions adaptées, novatrices et souples, fondées sur le volontariat, pour leurs opérations et programmes sur le terrain ainsi que de renforcer l'intégration du volontariat au service de la paix et du développement, en s'appuyant sur le Fonds bénévole spécial et les services de Volontaires des Nations Unies entièrement financés. Le Fonds vise à intégrer le volontariat à certains des programmes et des politiques de paix et de développement de l'ONU parmi les plus novateurs en vue d'améliorer la vie des populations, conformément au Programme 2030.

55. Malgré l'importance du Fonds bénévole spécial, les contributions ont diminué de 5 %, passant de 3,9 millions de dollars en 2016 à 3,7 millions en 2017. Si les contributions annuelles au Fonds ont toujours fluctué, elles affichent toutefois depuis 2007 une tendance progressive à la baisse qui est préoccupante. La souplesse accrue du Fonds devrait permettre à de nouveaux partenaires de financement d'aider le programme des VNU à poursuivre ses activités et programmes.

56. Le programme des VNU consolide aujourd'hui ses relations avec les États Membres qui ont contribué au Fonds bénévole spécial ces dernières années, et s'efforce d'obtenir l'appui de nouveaux États Membres et d'autres partenaires

57. Dans le même temps, les contributions (dont les contributions pluriannuelles) reçues au titre des VNU bénéficiant d'un financement intégral, y compris les Jeunes volontaires des Nations Unies et les volontaires de l'Université des Nations Unies, sont passées de 6,1 millions de dollars en 2016 à 13,2 millions en 2017. Le programme des VNU a continué à diversifier ses partenariats, notamment en établissant de nouveaux avec des États Membres et des acteurs du monde du Sud. Grâce à ces nouveaux programmes, il continue de jouer un rôle clef dans la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

58. Le programme des VNU a reçu des fonds prélevés sur les ressources ordinaires du PNUD afin de financer des activités institutionnelles. En 2017, ces fonds se sont élevés à 8,8 millions de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport aux 8,4 millions de dollars en 2016. Le programme des VNU a fait remarquer qu'il avait besoin que le niveau de ressources ordinaires du PNUD soit stable et prévisible pour pouvoir s'acquitter de son mandat et fournir au PNUD et aux autres entités des Nations Unies des volontaires de qualité et des solutions innovantes et rentables. Dans le cadre du processus de transformation, il a rationalisé la programmation des services consultatifs assurés par des volontaires et simplifié ses modalités de fonctionnement en vue d'améliorer son efficacité et sa viabilité financière. Il a également continué de renforcer ses capacités aux niveaux régional et national et de donner plus de moyens d'action à son personnel en décentralisant la prise de décisions. Il a en outre amélioré sa réactivité aux besoins des partenaires en créant des fonctions décentralisées chargées exclusivement de cette question.

## VII. Conclusion

59. Diverses sources financent le PNUD : États Membres, partenaires multilatéraux, organisations non gouvernementales, philanthropes du secteur privé et institutions financières. Tous les types de financement qui permettent à l'organisation de s'acquitter de ses engagements restent les bienvenus. La capacité du PNUD d'obtenir de très bons résultats est néanmoins fortement tributaire des ressources ordinaires, notamment parce qu'elles constituent le pilier de son soutien aux pays les plus pauvres du monde.

60. Les ressources ordinaires sont le meilleur moyen d'obtenir des résultats porteurs de changement et permettent d'aider les plus vulnérables, de promouvoir l'égalité, de réagir rapidement face aux crises et de renforcer la cohérence du système des Nations Unies pour le développement. La baisse des ressources ordinaires fait qu'il est difficile pour le PNUD d'exécuter efficacement ses programmes et d'atteindre ses priorités stratégiques.

61. Le PNUD a continué de faire face à la baisse de ses ressources ordinaires en appliquant des mesures d'efficacité et d'économie. Toutefois, de nouvelles réductions compromettraient sa capacité d'atteindre les résultats stratégiques prévus et feraient peser de graves risques organisationnels sur ses capacités en matière d'assurance de la qualité, de suivi, d'application du principe de responsabilité et de contrôle.

62. Le fait que certains donateurs ne s'engagent toujours pas sur une base pluriannuelle continue de préoccuper le PNUD, limite sa capacité de planification et porte préjudice au maintien de son caractère multilatéral et universel. En outre, le manque de prévisibilité et les retards de paiement rendent l'organisation encore plus vulnérable aux fluctuations des taux de change, nuisant à ses liquidités. La part

importante des ressources autres que les ressources de base fortement préaffectées entrave la capacité du PNUD de hiérarchiser stratégiquement les activités visant à répondre aux besoins nationaux en matière de développement.

63. Le PNUD est déterminé à collaborer avec ses partenaires afin d'accroître le niveau des ressources ordinaires, la souplesse et la prévisibilité du financement et le nombre d'engagements pluriannuels, ainsi que d'améliorer la visibilité des contributions au titre des ressources ordinaires et de diversifier sa base de financement.

64. Le PNUD a développé ses partenariats avec le secteur privé, les institutions financières et les particuliers. Il continuera à promouvoir les partenariats public-privé et à mobiliser des fonds privés au service du développement et de la réalisation des objectifs de développement durable.

65. Le PNUD continuera à travailler de concert avec le Conseil d'administration et à rechercher le soutien des États Membres en tenant des dialogues structurés sur le financement, afin que les principes de prévisibilité, d'universalité et de progressivité puissent continuer à être appliqués, le but étant d'améliorer la souplesse et la transparence du financement et de mieux aligner les ressources sur les résultats visés par le plan stratégique pour la période 2018-2021.

66. Le PNUD continuera de soutenir le système des Nations Unies pour le développement et le système des coordonnateurs résidents revitalisé, de s'acquitter de sa mission de coordination s'agissant d'aider les pays à mettre en œuvre le Programme 2030, et de proposer un appui aux programmes et aux activités des autres organismes des Nations Unies.

67. Le PNUD exhorte les États Membres à : a) augmenter leurs contributions volontaires ou calculer le montant de leurs contributions en fonction de leurs capacités ; b) verser des contributions sur une base pluriannuelle de manière durable et prévisible ; c) fournir des contributions moins restrictives pouvant être affectées avec souplesse plutôt que des contributions fortement préaffectées ; d) à contribuer à titre prioritaire aux ressources ordinaires du PNUD, en effectuant des versements rapides et prévisibles, afin de lui permettre d'obtenir les résultats prévus dans le plan stratégique et de coordonner les efforts menés par le système des Nations Unies pour le développement en vue d'exécuter le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

---